

à lire...



La peur du déclassement Éric Maurin

La république des idées, Seuil

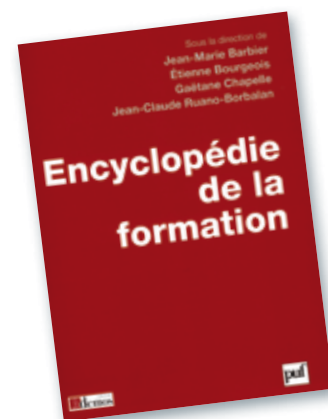
Il faut être en bonne santé pour avoir peur de la maladie. Il en va de même avec le déclassement : ceux qui le craignent ne sont pas ceux qui sont tombés, mais ceux qui se sentent menacés. Le paradoxe qu'examine cet ouvrage va plus loin encore : ceux qui redoutent le plus le déclassement sont ceux qui y sont le moins exposés. Rupture qui fait perdre sa position sociale à un individu, le déclassement est un fait, qu'il convient de distinguer de la peur du déclassement, qui part de faits réels, mais « *en extrapole le sens et en redouble l'ampleur.* » Un exemple : alors que les sans-abri représentaient environ 0,16 % de la population française en 2007, 60 % des personnes s'estimaient menacées de ce sort.

L'auteur souligne la souffrance qu'éprouvent ceux qui sont atteints par le déclassement : c'est « *un drame personnel et familial* », « *une réalité terrible* ». Et si on le redoute tant, c'est « *parce que son coût potentiel n'a jamais été aussi important. Ce que l'on pourrait perdre [...] constitue à tel point le socle de tout notre être social, que ce seul risque suffit à nourrir une anxiété d'ordre existentiel.* » Le problème ne résiderait donc pas dans l'ampleur effective du déclassement ou dans son augmentation, mais bien dans

la gravité de ses conséquences : chômage durable, basculement dans la précarité. C'est ce qui explique que les pays où règne la peur du déclassement « *sont, paradoxalement, ceux où les emplois sont le mieux protégés [...] Plus les murailles qui protègent les statuts sont hautes, plus la chute risque d'être mortelle – peu importe qu'elle soit improbable. [...]* ». Sur la base d'une analyse du déclassement en France au cours des dernières décennies, Éric Maurin établit les contours d'une « *sociologie des récessions* », qui le conduit à des réflexions politiques stimulantes. Il s'attache ainsi à montrer comment la récession de 1993 a préparé le mouvement social de l'hiver 1995, l'émiettement de la gauche et du mouvement syndical, et même le "non" à l'Europe de 2005... Celle -plus sévère- que nous connaissons aujourd'hui, aura-t-elle des conséquences plus graves ? Le déclassement effectif par perte d'un emploi stable est là. Mais il reste d'ampleur modeste : « *à peine 1 % de la population active totale [...] alors que nous traversons l'une des pires récessions de notre histoire* ». Or, la première réponse politique a consisté à envisager de nouvelles protections (autorisation administrative de licenciement, contrat de transition professionnelle...),

c'est-à-dire à envoyer des signes « *non aux personnes vivant à la périphérie de l'emploi, mais à celles qui bénéficient déjà d'un contrat stable* ». Réflexe logique d'ailleurs : « *Les emplois que l'on détruit et les personnes qu'on licencie sont beaucoup plus visibles que les emplois que l'on ne crée pas et que les personnes que l'on n'embauche pas.* » Ce choix de la meilleure rentabilité politique n'en conduit pas moins à « *durcir la polarisation sociale du pays et les anxiétés qu'elle diffuse* ». Comment sortir du cercle vicieux ? « *Comment reconforter ceux qui ont peur de perdre leur statut sans désespérer davantage ceux qui n'en ont aucun ?* » L'auteur écarte d'emblée la solution ultra-libérale, et penche pour la flexisécurité danoise : faible protection de l'emploi, mais généreuse indemnisation des chômeurs. Estimant impossible l'importation en bloc du modèle, il en appelle à un rééquilibrage par le haut : accroître l'intégration sociale des plus fragiles, sans s'attaquer à la protection des salariés à statut. « *Le mot d'ordre peut paraître banal ou modeste ; mais le mettre en application impliquerait déjà un renversement de nos priorités politiques et syndicales.* »

Ph.T.



Collectif Encyclopédie de la formation

Co-édition
PUF-Demos,
octobre 2009

Ce pavé de 1 200 pages est le résultat d'un travail de trois ans, engagé dans l'idée de rapprocher le monde universitaire et celui des professionnels. En effet, explique Bertrand Schwartz dans sa préface, « *tout le secret de la formation des adultes consiste à transformer le vécu en expérience, les expériences en savoir-faire, puis les savoir-faire en connaissances* ». Cela ne peut se réaliser que par un va-et-vient entre le concret et la réflexion. Une cinquantaine de chercheurs ont donc été invités à présenter des travaux et réflexions qui présentent une « *pertinence professionnelle et non pas uniquement scientifique et théorique* ». Cet ouvrage invite les professionnels de la formation à prendre le temps de réfléchir sur leur pratique. Il s'adresse aux praticiens « *à la recherche de clés et d'outils* », aux chercheurs, étudiants et décideurs « *soucieux de fonder leurs décisions et leurs politiques sur une bonne compréhension du champ, des enjeux et des dynamiques* ».

Ph.T.

Donner et prendre, la coopération en entreprise Norbert Alter

Éditions La Découverte, 2009



Dans son "Essai sur le don" (1924), l'anthropologue Marcel Mauss décrit des peuples se livrant à des cérémonies rituelles ("potlatch") structurées autour du cadeau : la personne ou le clan voulant accroître son prestige ou son pouvoir sur les autres doit alors savoir offrir, recevoir et rendre. L'affaire peut prendre des formes paroxystiques : « Dans un certain nombre de cas, il ne s'agit même pas d'avoir l'air de désirer qu'on vous rende. On brûle des boîtes entières d'huile de baleine, on brûle les maisons et des milliers de couvertures, on brise les cuivres les plus chers, on les jette à l'eau, pour écraser, pour aplatir son rival. Non seulement on se fait progresser soi-même, mais encore on fait progresser sa famille sur l'échelle sociale. » On est loin de l'entreprise moderne, dirait-on. Pas si sûr, répond Norbert Alter, qui se propose de montrer comment s'organise la nécessaire coopération entre les membres d'une même organisation. La coordination rationnelle élaborée par la direction resterait lettre morte sans les échanges

sociaux – entraide, échanges d'informations, gestes de convivialité – qui s'instaurent entre les salariés. Or, ces échanges sociaux fonctionnent comme ce potlatch qui nous semble si primitif... L'entreprise ne peut pas pour autant accepter un type de fonctionnement qui « va à l'encontre de l'idée de management et la rationalisation du travail. » Au lieu d'accepter le "cadeau" qui ferait entrer leurs managers dans l'engrenage de la réciprocité, « elles préfèrent acheter la valeur qu'il représente [...] Elles interdisent finalement de donner, au profit d'échanges équilibrés et prévisibles. » Les théories qui fondent le management se veulent modernes, souligne Norbert Alter, mais « l'efficacité du management repose sur des dimensions archaïques, universelles et pragmatiques. » Il nous invite ainsi à porter le regard de l'anthropologue sur le manager moderne : exercice réjouissant, mais surtout instructif...

Ph.T.



Le monde d'après, une crise sans précédent Gilles Finchelstein, Matthieu Pigasse

Plon

« Nous vivons la première crise dans la mondialisation : partie d'un excès de crédit immobilier aux États-Unis, elle s'est diffusée à une vitesse éclair à tous les secteurs du monde entier », expliquent les auteurs lors d'un débat organisé par la CFE-CGC. Comment en est-on arrivé là ? La première partie de cet essai s'attache à dégager les racines du choc. Responsables premiers, les banquiers « ont oublié que leur métier est l'identification du risque : la titrisation des encours leur a permis de prêter sans s'exposer directement ». Mais ils y ont été encouragés par des dirigeants acharnés à masquer la faiblesse de la croissance réelle par une politique monétaire expansionniste. Quant à

l'inexistence de toute régulation, elle est désormais évidente. À quelque chose, malheur est bon, veulent croire les auteurs : « L'impensable étant arrivé, il ne reste qu'à penser autrement ». C'est l'objet de la suite de leur analyse : comment passer au « monde d'après » ? Les dangers y sont considérables. Quand la faillite des États menace (Argentine, Islande), l'accroissement sans mesure de la dette publique expose à la guerre, à l'inflation ou à une drastique augmentation des impôts. À court terme, il n'y a pourtant pas d'alternative : « relancer, même au prix d'une croissance de la dette ». À moyen terme, il faut réguler au niveau mondial, pour éviter la réédition de la catastrophe.

Reste à savoir qui définira la règle et la fera appliquer... Car les rapports de force ont basculé. L'énergie n'est plus du côté des zones vieillissantes du monde occidental, mais du côté des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Face à ces puissances émergentes, l'Europe est « un besoin impératif ». Relancer, réguler, intégrer sont donc les principales directions que préconisent les auteurs pour mettre en place un « monde d'après » vivable. Mais leur propos est d'abord de « combattre la dictature de l'incompréhension en tentant de rendre intelligibles des choses complexes ».

Ph.T.